



Union  
syndicale  
**Solidaires**

# Communiqué de presse

Paris, le 4 juillet 2020

## **Évaluations communes au baccalauréat : un examen de plus en plus local donc inégalitaire !**

Jean-Michel Blanquer a annoncé le 30 juin que les épreuves de contrôle continu du baccalauréat seraient aménagées : en lieu et place des E3C, les établissements organiseront en interne et sur les heures de cours ces épreuves « d'évaluations communes ». Celles-ci dureront au maximum deux heures et les sujets seront toujours tirés d'une banque nationale de sujets. Force est de constater encore une fois que ce baccalauréat n'aurait plus de national que le nom. En choisissant de confier toujours davantage l'organisation de l'examen au local, le ministre confirme encore qu'il rompt l'égalité que permettait l'ancien baccalauréat : la tenue de commission d'harmonisation seulement en fin d'année ne fait que le confirmer. Loin d'assurer des conditions d'examen équivalentes pour tou-te-s, cette nouvelle mesure confirme que les diplômes, en fonction de l'établissement d'origine, n'auront pas la même valeur. Le tri social, via l'orientation, serait encore accentué par un diplôme maison. Au passage, comme il n'y a pas de petite économie, l'indemnité de correction risque du même coup d'être supprimée.

Le ministre a refusé d'entendre la colère légitime des personnels, des lycéen-ne-s et des parents et a répondu à coup de gaz lacrymogène, de coups de matraque et de placements en garde à vue. Au lieu d'entendre tou-te-s les concerné-e-s - quant on sait que les épreuves ont été perturbées dans 660 établissements en France - le ministre choisit, comme d'habitude, de faire la sourde oreille après avoir réprimé violemment. Les E3C se sont en effet déroulées cette année dans des conditions effroyables et indignes d'un examen national, au mépris de la sécurité des personnels et des élèves.

Cette décision démontre que la logique de ce nouveau bac reste la même : l'évaluation permanente au détriment du temps d'apprentissage ! Les enseignant-e-s passeraient leur temps à préparer leurs élèves à ces épreuves qui vont rythmer l'année.

**SUD éducation dénonce cette nouvelle mesure et revendiquer toujours la suppression des réformes du bac et du lycée et le retour à des épreuves terminales nationales.**

**Fédération SUD Éducation**

31 rue de la Grange aux Belles,  
75010 Paris

01 58 39 30 12

fede@sudeducation.org

www.sudeducation.org

